

## Édito sur les frontières

Rétablir les frontières nationales ? La facilité avec laquelle les terroristes ont circulé d'un pays à l'autre ou bien de Syrie en Europe donne évidemment des arguments à cette thèse, qui déborde maintenant les rituelles demandes du Front national. Et le repérage de certains suspects grâce à des contrôles effectués entre la France et la Belgique accrédite le raisonnement. Rendre les agissements des assassins plus compliqués à mettre en œuvre, faire planer sur eux le risque de contrôles accrus : cela semble le bon sens même. A cela deux réponses. Les accords de Schengen, en premier lieu, prévoyaient dès l'origine la possibilité du rétablissement des contrôles en cas de situation exceptionnelle. Nous y sommes. Autrement dit, les mesures prises sont conformes à l'esprit et à la lettre de ces accords, comme l'exception qui confirme la règle. Une exception qui sera prorogée autant que nécessaire. Mais, surtout, faut-il affaiblir l'esprit européen, la coopération à l'échelle du continent, quand les terroristes, en ce sens tragiquement plus modernes que les hérauts du nationalisme, ont déjà bâti une Europe de la terreur, concevant leurs attentats à l'échelle internationale, planifiant dans un pays les attaques qu'ils mèneront dans un autre ? Pour combattre l'internationale jihadiste, faut-il se replier sur le pré carré national ? Comme si, à l'heure de la mondialisation, la France pouvait soudain s'abstraire des menaces extérieures, qui sont dirigées, de toute évidence, contre toutes les nations démocratiques, sans grand effort de distinction entre elles. En matière de lutte antiterroriste aussi, l'union fait la force. C'est par une plus grande coopération européenne que nous pourrions combattre plus efficacement, et non par des propositions sommaires, pour ne pas dire démagogiques, qui n'ont d'autre but que de démanteler l'Union.

[Laurent Joffrin](#)

## Édito sur le trésor de guerre de daech

Daech recule. Ce paradoxe que soulignent les experts interrogés par *Libération* vient peut-être éclairer les événements tragiques que nous venons de vivre. L'offensive terroriste menée ces dernières semaines contre un avion russe, contre des civils au Liban ou bien au cœur de Paris, serait dans ce cas une réplique aux revers subis par l'Etat islamique sur le terrain. Ainsi, c'est bien la fermeté des démocraties, c'est-à-dire l'engagement croissant de diverses nations contre Daech, qui explique les crimes de vendredi, et pas seulement le manque de vigilance ou la pusillanimité supposée d'une partie de l'opinion face au danger islamiste.

Notre enquête montre ainsi deux choses : l'établissement d'un embryon d'Etat sur les territoires conquis par ce groupe extrémiste lui donne une puissance financière redoutable, dont la menace légitime d'autant la coalition. Mais la destruction de cet Etat, si elle advient, ne terminera en rien le combat contre la terreur. Munie d'un trésor de guerre amassé en Syrie et en Irak et réparti dans les caches secrètes de la finance mondiale, l'organisation peut survivre à sa défaite pour se muer en une agence planétaire du terrorisme, un peu à l'image de ce qu'était Al-Qaeda au moment du 11 Septembre. Autrement dit, les opérations militaires, aussi justifiées soient-elles, resteront vaines si les démocraties ne gagnent pas en même temps le combat politique contre l'islam radical. Le discours belliqueux ne remplacera pas une stratégie globale, qui traite non seulement les symptômes

du mal, mais aussi ses causes profondes, qui sont à la fois idéologiques et sociales. Favoriser un islam républicain ; lutter contre la fracture morale et économique qui jette dans la dissidence une fraction des jeunes musulmans d'Europe : tels sont les corollaires décisifs de l'action de force.

[Laurent Joffrin](#)